

Paris, le 17 juillet 2019

**Direction des politiques familiales  
et sociales**

**Circulaire 2019-008**

**Annule et remplace la Circulaire  
2015-015 du 10 juin 2015**

Madame, Monsieur le Directeur,  
Madame, Monsieur le Directeur  
Comptable et Financier  
Madame, Monsieur le Responsable  
du Centre de ressources

**Objet : Espaces de rencontre : financement de la branche Famille**

Madame, Monsieur le Directeur,  
Madame, Monsieur le Directeur Comptable et financier,  
Madame, Monsieur le Responsable du Centre de ressources,

La question de la préservation des liens entre parents et enfants, notamment en cas de séparation conflictuelle du couple conjugal, constitue un enjeu central des dispositifs de soutien à la parentalité et des actions poursuivies par la branche Famille.

Dans le cadre d'une séparation conjugale, le partage des responsabilités parentales et celui de la charge financière qui en découle mettent en jeu les normes éducatives et les convictions de chaque parent quant à l'intérêt de l'enfant. Les séparations et les divorces peuvent, de ce fait, s'accompagner de conflits dans lesquels se joue la place de chaque parent auprès de l'enfant.

En effet, un nombre important de familles est confronté aux difficultés de réorganisation des modalités de la vie familiale après une rupture du fait de séparations conflictuelles.

Face à ces contextes familiaux très fragilisés, les Espaces de rencontre (Er) constituent souvent le dernier rempart avant la rupture définitive du lien entre l'enfant et ses parents, et représentent un maillon essentiel à la prévention des ruptures familiales dans le respect de l'intérêt de l'enfant et de son droit fondamental de voir ses parents.

Lieu de rencontre entre un enfant et l'un de ses parents ou un tiers, l'Espace de rencontre contribue au maintien de leurs relations, notamment en assurant la sécurité physique et morale et la qualité d'accueil.

Consciente de l'intérêt de ce type d'équipements, souvent soutenus par les Caf au plan local, la branche Famille a souhaité en lien avec les pouvoirs publics créer une subvention de fonctionnement nationale en 2015.

Ce nouveau financement a permis de soutenir près de 209 Espaces de rencontre en 2018 et a eu un effet important sur la fréquentation de ces structures. Sur la période 2013-2016, on observe une progression de 15% d'enfants accueillis, 8% de visites organisées et 20% de mesures d'accompagnement terminées.

En 2017, plus de 31 000 enfants ont rencontré dans un Espace de rencontre<sup>1</sup> le parent chez qui ils ne résidaient pas habituellement, dans le cadre de plus de 173 000 visites « parents/enfants » mises en place.

Sous l'impulsion de la Justice, la majorité des situations gérées par les Espaces de rencontres font suite à une orientation judiciaire, puisque plus de 80% des familles suivies par les Er le sont sur prescription des Juges aux affaires familiales (Jaf).

Cependant, en dépit de sa contribution au modèle économique des Er via la création de cette Prestation de service (Ps), la situation de ces structures demeure préoccupante. Aussi, la Cnaf a réalisé une enquête en début d'année 2019 qui a permis de mettre en exergue et d'objectiver les difficultés financières auxquelles est confrontée une majorité des Er, du fait de l'insuffisance de cofinancements publics mobilisés autour de leur action. Cette enquête a également révélé une situation très critique pour les familles avec l'existence de listes d'attente dans plus de 45 départements pouvant conduire à des situations familiales tragiques où l'un des parents peut pendant des mois ne plus voir son enfant.

Prenant appui sur les résultats de cette enquête, les administrateurs de la Cnaf ont décidé, lors de la Commission d'action sociale du 16 avril 2019, de revaloriser de manière importante le montant de la Ps Er, faisant passer le taux de cofinancement du dispositif par la branche Famille de 30% à 60% du prix de revient plafonné sur la base du nombre d'heures annuelles de fonctionnement. Cette revalorisation s'inscrit dans le cadre d'une mobilisation nationale au côté du Ministère de la Justice et du Ministère des Solidarités et de la Santé (stratégie pauvreté).

L'objectif est de consolider le modèle économique de ces structures afin de préserver le maintien de l'offre existante et de garantir une équité d'accès à ce service sur l'ensemble des territoires.

Les modalités de calcul de la Ps ainsi que les critères de financement des Espaces de rencontre par la branche Famille restent inchangés. Des travaux visant à faire évoluer le référentiel national des Espaces de rencontre seront engagés sur le second semestre 2019.

**La présente circulaire annule et remplace la circulaire 2015-015** diffusée le 10 juin 2015. Elle est accompagnée en annexe du référentiel national des Espaces de rencontre.

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur le Directeur, Madame, Monsieur le Directeur Comptable et financier, Madame, Monsieur le Responsable du Centre de ressources, en l'assurance de ma considération distinguée.

**Vincent MAZAURIC**

---

<sup>1</sup> Source : Ministère de la justice – Données issues du questionnaire national 2017

## **1. Cadre juridique et partenarial des Espaces de rencontre**

### **1.1 Depuis 2013, les Espaces de rencontre s'inscrivent dans un cadre juridique réglementé**

#### **➤ Définition des Espaces rencontres et modalités d'orientation par la justice**

Le décret n° 2012-1153 relatif à la fixation par le juge de l'exercice du droit de visite dans un Espace de rencontre, en date du 15 octobre 2012, à son article 1, au titre 1er du livre II du code de l'action sociale et des familles définit l'espace de rencontre comme « *un lieu permettant à un enfant de rencontrer l'un de ses parents ou un tiers, ou de faire l'objet d'une remise à un parent ou à un tiers. Il contribue au maintien des relations entre un enfant et ses parents ou un tiers, notamment en assurant la sécurité physique et morale et la qualité d'accueil des enfants, des parents et des tiers.* ».

Il précise que :

- Le Juge aux affaires familiales (jaf) peut désigner un espace de rencontre :
  - *Si l'intérêt de l'enfant le commande, le juge peut confier l'exercice de l'autorité parentale à l'un des deux parents. L'exercice du droit de visite et d'hébergement ne peut être refusé à l'autre parent que pour des motifs graves. Lorsque, conformément à l'intérêt de l'enfant, la continuité et l'effectivité des liens de l'enfant avec le parent qui n'a pas l'exercice de l'autorité parentale l'exigent, le juge aux affaires familiales peut organiser le droit de visite dans un espace de rencontre désigné à cet effet ;*
  - *Lorsque l'intérêt de l'enfant le commande ou lorsque la remise directe de l'enfant à l'autre parent présente un danger pour l'un d'eux, le juge en organise les modalités pour qu'elle présente toutes les garanties nécessaires. Il peut prévoir qu'elle s'effectue dans un espace de rencontre qu'il désigne, ou avec l'assistance d'un tiers de confiance ou du représentant d'une personne morale qualifiée »* (art. 373-2-1 du code civil).
- Le juge des enfants peut « décider que le droit de visite du ou des parents ne peut être exercé qu'en présence d'un tiers désigné par l'établissement ou le service à qui l'enfant est confié » (art. 375-7 du code civil).

#### **➤ Modalités d'agrément des Espaces rencontres**

Le décret n°2012-1312 relatif aux Espaces de rencontre destinés au maintien des liens entre un enfant et ses parents ou un tiers en date du 27 novembre 2012 crée les articles 1180-5 et 1199-2 au code de procédure civile. Il prévoit que seuls les Espaces de rencontre disposant d'un agrément délivré par le préfet de département peuvent faire l'objet d'une désignation par l'autorité judiciaire.

Le préfet accorde l'agrément après appréciation de trois critères : les modalités d'accueil (sécurité, hygiène), l'expérience/la qualité du personnel et l'absence de condamnations pénales pour les intervenants (bénévoles et professionnels). L'arrêté du 20 juin 2013 et la circulaire du 28 juin 2013 relatifs à l'organisation et à l'agrément des Espaces de rencontre destinés au maintien des liens entre un enfant et ses parents ou un tiers précisent la procédure d'agrément qui se base sur les informations suivantes :

- L'identité du gestionnaire ;
- L'adresse et les coordonnées de l'Espace de rencontre ;
- Un document précisant les objectifs poursuivis et les modalités d'accueil et moyens mis en œuvre ;
- Le plan des locaux ;
- Les effectifs et la qualification des personnes chargées de l'accueil ;
- Les attestations d'assurance ;
- Le règlement de fonctionnement.

## **1.2 Comme pour la médiation familiale, la structuration de l'offre doit s'inscrire dans un cadre partenarial**

Dans le cadre de la mise en place de la convention cadre relative à la médiation familiale en 2006, puis élargie aux Espaces de rencontre en 2014, des comités de pilotage départementaux ont été déclinés au niveau local afin de mieux coordonner l'action et le financement partenarial sur les territoires.

Préfiguré en 2014, les Schémas départementaux des services aux familles (Sdsf) sont déployés aujourd'hui sur la totalité des départements. Mis en œuvre sous l'autorité du Préfet, ils s'appuient sur le co-pilotage des principaux acteurs décideurs et financeurs que sont l'Etat, la Caf, la Msa et le Conseil départemental, et associent les principaux acteurs du territoire (collectivités, associations, etc.). Les Sdsf constituent un espace de pilotage adapté à l'échelon départemental pour partager le diagnostic relatif aux politiques publiques sectorielles sur les champs de l'enfance, de la jeunesse, de la parentalité, identifier les priorités communes et veiller à l'articulation de ces politiques dans l'intérêt des familles et de leurs enfants.

Dans un contexte de structuration de l'action publique partenariale renforcée sur les territoires, les comités départementaux mis en place au titre de la médiation familiale et des Espaces de rencontre doivent trouver leur articulation avec les orientations et les axes de travail portés par le Sdsf.

Les comités dédiés à la médiation familiale et aux Espaces de rencontre restent des lieux de coopération entre les acteurs engagés sur le champ des ruptures familiales afin de conforter la promotion et l'évaluation de ces dispositifs ainsi que la volonté de financements concertés.

Par ce cadre conventionnel, les signataires s'engagent notamment à s'organiser sur les territoires pour examiner conjointement les demandes de financement des gestionnaires desdits espaces sur la base du référentiel national (cf. 2.1 de la présente circulaire) et dans le respect des pouvoirs et compétences des instances décisionnaires de chaque partenaire.

## **2. Les modalités d'attribution de la Ps « Espaces de rencontre »**

Créée au 1<sup>er</sup> janvier 2015, la Ps « espace de rencontre » a pour objectif d'accompagner la structuration et le développement de l'offre de service sur les territoires afin de répondre aux objectifs suivants :

- Prévenir la rupture des liens familiaux ;
- Assurer le maintien du lien de l'enfant avec le parent chez qui il ne réside pas habituellement ;
- Permettre à l'enfant de conserver la place qui est la sienne au sein de sa famille ;
- Faciliter l'exercice de l'autorité parentale et des responsabilités parentales.

### **2.1 Un référentiel national pour soutenir la qualité des interventions**

Le référentiel national des Espaces de rencontre précise les objectifs et la nature de l'activité, les principes d'intervention ainsi que les conditions de fonctionnement et d'encadrement.

Elaboré conjointement avec les signataires de la convention cadre nationale de la médiation familiale et des Espaces de rencontre ainsi que les deux fédérations nationales du secteur<sup>2</sup>, il constitue un cadre de référence partagé pour harmoniser les pratiques et favoriser une qualité d'intervention pour les usagers comme pour les prescripteurs.

L'Espace de rencontre doit notamment respecter les quatre principes d'intervention suivants :

- **Caractère transitoire de l'intervention** : le recours à l'Espace de rencontre doit conserver un caractère temporaire et transitoire. A cet effet, il doit être réservé aux cas où aucune autre solution n'est envisageable, et être tourné vers l'exercice des responsabilités parentales du ou des parents concernés. Il doit se situer dans la perspective que, à terme, les rencontres entre les enfants et leurs parents ou toute autre personne titulaire d'un droit de visite, se fassent sans recourir à ce lieu ;
- **Information des parents** : les parents doivent être tenus informés, préalablement aux rencontres et/ou visites, des objectifs et des modalités d'accueil, des moyens mis en œuvre,

---

<sup>2</sup> La Fédération nationale de la médiation familiale et des espaces familiaux (Fenamef) et la Fédération française des espaces de rencontre (Ffer).

du règlement de fonctionnement et du caractère transitoire de l'Espace de rencontre, ainsi que des rapports que la structure entretient avec les institutions judiciaires et administratives. Un document comportant ces informations doit leur être remis au préalable ;

- **Gratuité ou participation modique** : rencontrer son enfant ne peut en aucun cas être conditionné à l'exigence d'un paiement. Certains Espaces de rencontre offrent leurs services gratuitement tandis que d'autres considèrent que le service qu'ils rendent peut ou doit s'accompagner du paiement d'une cotisation ou d'une participation. Dans ce cas, la participation doit rester symbolique et le non-paiement de celle-ci ne peut constituer un obstacle à la rencontre enfants-parents ;
- **Confidentialité** : les personnes qui interviennent dans l'Espace de rencontre sont tenues à une obligation de discrétion et de confidentialité sur les situations qu'elles ont à connaître dans le cadre de leur activité. L'espace de rencontre est un lieu neutre, spécifique et indépendant.

## **2.2 Les conditions d'éligibilité à la Ps « Espace de rencontre »**

- **Le financement de tout nouvel Espace de rencontre doit être en adéquation avec les besoins du territoire et validé par le comité des financeurs**

Une phase de diagnostic est nécessaire à l'identification des besoins des territoires afin de structurer une offre en adéquation avec les besoins des familles.

Dans le cadre de l'attribution des Prestations de service ordinaire (Pso) relevant d'une compétence discrétionnaire des Caf, les Caf restent libres de refuser le versement de la Pso si le service ne répond pas aux besoins des familles sur le territoire.

- **L'Espace de rencontre doit bénéficier d'un agrément et répondre au référentiel national**

La demande de financement pour la Ps « Espace de rencontre » auprès des services de la Caf doit répondre à deux critères obligatoires, sous peine d'irrecevabilité :

- Le service doit présenter l'agrément « Espace de rencontre » ;
- Le projet de fonctionnement de la structure doit répondre aux critères du référentiel national d'activité.

Les Caf seront particulièrement vigilantes au respect des conditions de fonctionnement et d'encadrement, notamment la présence de deux intervenants sur l'ensemble des heures d'ouverture au public, avec la présence d'au moins un intervenant à titre professionnel au regard des difficultés propres au public accueilli.

Des dispositions sont prévues dans le référentiel national afin d'accompagner la montée en qualification de ces structures. L'exigence de qualification s'applique à l'ensemble des intervenants, qu'ils soient professionnels ou bénévoles.

L'analyse de la demande de financement se fait sur la base des pièces justificatives suivantes :

- L'agrément délivré par la préfecture ;
- Le projet de service comportant les moyens humains et matériel ;
- La déclaration des données d'activité et financière ;
- Le compte de résultat de l'année N-1 et le budget prévisionnel N (budget correspondant à l'activité financée par la branche Famille).

Les conditions relatives à l'analyse de la pratique sont vérifiées lors de la fourniture des données réalisées.

➤ **La branche Famille ne finance que la part de l'activité des Espaces de rencontre répondant à son champ de compétence**

Sont éligibles au financement de la branche Famille au moyen de la Ps, les mesures judiciaires liées à une procédure de divorce ou une séparation conflictuelle ordonnées par Jaf, un juge pour enfants ou une Cour d'appel, ainsi que les sollicitations directes des familles.

En revanche, la branche Famille ne finance ni les « visites en présence d'un tiers » ni les « visites médiatisées »<sup>3</sup> liées à une mesure prononcée par le juge pour enfants dans le cadre d'une assistance éducative, ou décidée par un service d'aide sociale à l'enfance d'un Conseil départemental pour un enfant qui lui est confié administrativement. Par conséquent, ces heures d'activité ne doivent être prises en compte dans les heures de fonctionnement de la structure et déclarées à la Caf.

### **2.3 Les modalités de calcul de la Ps « espace de rencontre »**

A la suite de la décision des administrateurs de la Cnaf lors de la Commission d'action sociale du 16 avril 2019, le financement des espaces de rencontre est renforcé dès 2019 pour sécuriser le modèle économique de ces structures et favoriser le maintien et le développement de l'offre sur les territoires.

**Le taux de la Ps « Espace de rencontre » passe ainsi de 30% à 60%, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019.**

---

<sup>3</sup> Il s'agit des temps de rencontre entre un enfant confié au conseil départemental dans le cadre d'un placement administratif (accueil provisoire) ou faisant l'objet d'une mesure de protection dans le cadre d'une ordonnance en assistance éducative d'un juge pour enfants et son parent.

Les modalités de calcul de la Ps restent inchangées :

La Ps couvre 60% du prix de revient sur la base du nombre d'heures d'ouverture annuelle au public, auquel s'ajoutent les heures d'organisation de l'activité, dans la limite du prix plafond fixé annuellement par la Cnaf (actualisé chaque année).

La formule de calcul de la Ps est la suivante :

**Ps = 60 % du prix de revient horaire, dans la limite du prix plafond, multiplié par le nombre d'heures de fonctionnement retenues par la Caf.**

Le **prix de revient horaire** du service est déterminé par :

**Le total des charges**  
(y compris la valorisation des charges supplétives) /

---

**Le nombre d'heures annuelles de fonctionnement**

La valorisation des charges supplétives pour les moyens mis à disposition par un tiers (compte 86) comprend : fluides, locaux (la valorisation du bénévolat n'est pas à prendre en compte car le bénévolat ne doit pas être inclus dans le calcul de la Ps). Ce montant peut être basé sur les charges réelles ou sur un forfait d'utilisation déterminé localement avec le partenaire prêteur.

Le **nombre d'heures annuelles de fonctionnement** retenu par la Caf est l'addition des :

- Heures d'ouverture du service au public pour l'accueil des enfants et des parents (en dehors des heures d'activités n'entrant pas dans le champ de compétence de la branche cf. point 2.2)

**Ces heures d'ouverture au public** comprennent :

- Les heures durant lesquelles se déroulent les rencontres parents-enfants ou le « passage de bras » entre les parents ;
  - Les heures d'entretiens avec les familles (accueil physique et/ou téléphonique).
- Heures d'organisation de l'activité dans la limite de 50% du nombre d'heures annuelles d'ouverture du service au public.

**Ces heures d'organisation** de l'activité comportent les heures dédiées :

- A la coordination administrative et au secrétariat (organisation et suivi des rencontres, suivi des dossiers etc.) ;



- Aux tâches de coordination du service et de régulation du travail des intervenants ;
- Au temps de réunion d'équipe et de travail en réseau ;
- Au temps d'analyse de la pratique.

Les heures d'organisation de l'activité sont déclarées par le partenaire.

## **2.4 Le conventionnement**

Le nouveau modèle de convention « Espaces de rencontre » ainsi que le modèle d'avenant intégrant l'évolution du taux de cofinancement de la prestation de service portée à 60% seront livrés au réseau via @docAs-onglet « conventions » pour une mise en œuvre à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Afin d'alléger les charges de conventionnement, il est préconisé une durée de 5 ans pour les nouvelles conventions ou pour les renouvellements.